

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION**

DG/FNV 2024.T723

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE-sur-MER**,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1,  
L 2213-1 et suivants,  
Vu les articles du Code de la Route,  
Considérant la demande **de l'entreprise ENEDIS-CPA** en date du 05 Décembre 2024 chargée d'une intervention avec un camion nacelle pour une pose de profiles sur réseau électrique, **24 rue Guillaume le Conquérant** à Trouville-sur-Mer,  
Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer le stationnement et la circulation **Rue Guillaume le Conquérant**.

**ARRÊTE**

**Article 1 :** L'entreprise **ENEDIS-CPA** est autorisée à installer un camion nacelle **au droit du 24 rue Guillaume le Conquérant** sur la voie de circulation pour des travaux de pose de profiles sur réseau électrique. Un balisage et une protection devront être mis en place par l'entreprise pour éviter tout risque d'accident avec les piétons et les automobilistes.

**Article 2 :** Le stationnement sera interdit sur **2 places** (soit 10 ml) au droit du 24 rue Guillaume le Conquérant. Il sera réservé au camion nacelle de l'entreprise ENEDIS-TST.

**Article 3 :** La circulation sera interdite rue Guillaume le Conquérant le temps de l'intervention de l'entreprise ENEDIS-TST. L'entreprise ENEDIS se chargera de la mise en place de barrières et d'un panneau « route barrée » aux intersections et se chargera de la mise en place des déviations.

**Article 4 :** Les dispositions ci-dessus énoncées sont **applicables le Mercredi 22 Janvier 2025**.

**Article 5 :** La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire ; **elle sera mise en place 48 heures avant l'intervention par l'entreprise ENEDIS CPA qui se chargera de son entretien.** Le présent arrêté Municipal devra être affiché par l'entreprise ENEDIS CPA de façon visible sur le chantier.

**Article 6 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

**Article 7 :** Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, le 16 Décembre 2024

Le Maire,  
Vice-Présidente de la CCCCCF



Sylvie de Gaetano

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.